

figure l'unité des travailleurs : paysans exploités avec la classe ouvrière. En faisant la grève de la production, les paysans ont frappé au cœur du système : ils ont supprimé les profits non seulement des industriels, mais aussi des gros producteurs pour qui (voir page) un litre de lait payé 60 ou 70 centimes, toutes primes comprises, laisse un surprofit de 20 ou 25 centimes. Et cette fois, c'est dans leur masse que les producteurs bretons ont refusé de fait de laisser défendre leurs intérêts par les gros producteurs (il s'en est trouvé plus d'un pour dire que cette grève était « injustifiée »).

2) Les Coopératives démystifiées

Alors que les dirigeants modernistes du CNJA vantent la prise du pouvoir économique des paysans par le biais des coopératives, alors que l'on voudrait à tout prix persuader les paysans que les coopératives sont leurs outils, les producteurs bretons n'ont pas une seconde fait de distinction entre les laiteries privées et celles qui sont censées leur appartenir. Mieux, c'est à Coopagri (Landernau) que le mécontentement a éclaté de la façon la plus violente. Et c'est là aussi que la rupture avec le corporatisme de la FNSEA est la plus évidente. Tandis que Debatisse envoie un télégramme de soutien au Conseil d'Administration de Coopagri qui vient d'exclure 7 militants paysans, la masse des producteurs assèche la laiterie.

A cela il y a des raisons bien simples. Si les directeurs de coopératives paient le lait de la même façon que les industriels, utilisent les mêmes méthodes pour orienter la production dans un sens qui s'oppose parfois à la volonté des producteurs, ce n'est pas forcément parce qu'il est assoiffé de pouvoir ou incapable. Ce n'est pas non plus parce qu'il met le fric dans sa poche, comme le disent certains maos. Certes, leur fonction bureaucratique leur apporte bien des privilèges qu'ils ont à cœur de défendre, mais par delà cet aspect secondaire, ils cherchent avant tout à gérer la coopérative en fonction des impératifs du marché. Car celles-ci n'évoluent pas dans un contexte vierge de toute contrainte, mais sont soumises aux lois de la concurrence qui les opposent aux trusts internationaux. Cette concurrence n'est pas le fait de quelques mauvais plaisants, mais le ressort du système capitaliste lui-même.

Evacuer cette contingence fondamentale, c'est évidemment ouvrir la voie à toutes les pratiques réformistes et ce qui est le plus grave, à la démobilisation des producteurs.

Les paysans — travailleurs de Loire-Atlantique affirment depuis longtemps que les coopératives sont soumises aux lois du capitalisme. Un certain nombre est cependant entré, (par tactique disent-ils) au Conseil d'Administration de la CANA pour se faire les porte-paroles des producteurs tout en cogérant la coopérative.

Cette illusion a coûté cher aux paysans de Loire-Atlantique.

Ce n'est pas un hasard si les producteurs de ce département, depuis quelques années à l'avant garde des luttes paysannes, sont restés quasiment à l'écart du mouvement de grève. Car lorsque 1 500 producteurs assiégeaient la CANA pour obtenir un minimum de 60 centimes, les paysans travailleurs, présents au conseil d'administration, continuaient à se faire caution du système en défendant la proposition de 57,5 centimes le litre. On voit comment une succession d'actes tactiques se traduit bel et bien par une stratégie réformiste et démobilisatrice.

Alors que plusieurs dizaines de producteurs, délégués communaux de la CANA démissionnaient de leur poste, des paysans travailleurs restaient au conseil d'administration.

Le bilan de cette faillite doit être tiré dans le CDJA et les cercles « Paysans en Lutte ».

Ajoutons que le PSU et Lambert, influents parmi les militants de ce département, portent une lourde part dans la démobilisation, dans la mesure où les militants paysans du PSU n'ont fait que réintroduire au sein de leur organisation, toutes les illusions véhiculées dans certains cercles « Paysans en Lutte » de Loire-Atlantique (8).

Par contre à Quimper les militants PSU ont pris efficacement en charge le soutien aux producteurs de lait en assurant la popularisation de la lutte ainsi qu'en aidant à la distribution de lait au prix coûtant.

3) ,Dépasser les illusions corporatistes

La grève des producteurs de lait bretons a certes rompu avec les pratiques corporatistes des organisations paysannes, elle a brisé le carcan qui enfermait les petits producteurs dans une voie sans issue, elle a ouvert une dynamique de lutte qui permet de réaliser la jonction avec la classe ouvrière mais elle n'en a pas pour autant balayé à tout jamais les illusions corporatistes. Il y aura